Bye-bye l’euro: le rêve tourne très vite au cauchemar.

Un beau matin, à l’heure où la France qui se lève tôt allume la radio et fait chauffer le café, le pays se réveille avec une nouvelle monnaie, le « franc-euro ». L’exercice « du documentaire-fiction » à vocation pédagogique n’est pas nouveau. Le « film au conditionnel », produit par Simone Hariri et réalisé par Ella Cerfontaine (et que France 5 diffusera le 17 février à 20 h 45), reprend le thème d’un abandon brutal de la monnaie unique par la deuxième économie de la zone euro. Avec le choc des images.

Même si personne (officiellement) ne souhaite un *« Grexit »*, le thème est redevenu d’actualité en raison du mélange de bras de fer et de partie de poker menteur auquel s’adonnent le nouveau gouvernement grec de la « gauche radicale » et les différentes instances politiques et financières européennes. Mais, loin d’être « exemplaire », la Grèce peut apparaître comme exotique, pour ne pas dire caricaturale, et en tout cas lointaine. D’où l’intérêt d’imaginer à domicile ce qui était inimaginable… avant la « grande récession », au moins dans l’esprit des architectes de l’euro.

En mêlant des images d’archives détournées, parfois un peu convenues (le bal des limousines au Justus Lipsius de Bruxelles lors des sommets européens), et les entretiens avec des personnalités qui ont accepté de se mettre en situation de « faire comme si… », de l’inévitable Jacques Attali à Christophe Barbier, *Bye-bye l’euro* est une bonne démonstration d*’infotainment*. Sans avoir l’intensité d’une vraie « fiction », comme [*Margin Call*.](http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm%3D181773.html) Les performances les plus convaincantes ne sont pas à mettre au crédit des  « experts », pas toujours très à l’aise dans ces rôles de composition, Michel-Édouard Leclerc avouant même qu’il est à la peine parce qu’il ne croit tout simplement pas au scénario qui verrait la France quitter la zone euro.

Les personnages qui tirent le film, ce sont en fait ces « gens ordinaires » confrontés brutalement aux conséquences pratiques de la perte de repères que représente d’abord un changement de monnaie. En attendant les autres pertes, bien plus douloureuses. Succulent, le boulanger Jean Ribeiro, par vocation l’un des premiers à jongler, dès l’aube du lundi matin, avec la nouvelle monnaie et l’ancienne. *« C’est pas simple. »* Criant de vérité, le patron de PME, Bruno Grandjean, confronté à l’exercice impossible consistant à recalculer ses prix de revient et ses marges alors que toutes les références dans une chaîne d’approvisionnement complexe sont perdues. Sans surprise, le cafetier qui, comme lors de l’introduction de la monnaie unique, profite du retour en arrière pour faire valser la facture du petit noir.

Comment en est-on arrivé là ? Dans un enchaînement crédible, c’est la chute du domino italien emporté par la faillite de ses banques, qui fait tomber la France, incapable de supporter la concurrence provoquée par une « nouvelle » lire, dévaluée de 25 %, à l’image de Philippe Nicolas, éleveur confronté à une *« catastrophe immédiate »*. Une ultime réunion dominicale à Bruxelles, ultime échec, et le président François Hollande annonce dans un communiqué, avec effet immédiat, la sortie de l’euro et l’arrivée du « franc-euro ».

Quant aux effets de cette décision, *Bye-bye l’euro* n’est pas vraiment neutre. On assiste à une démonstration à charge, les rares acteurs qui se félicitent de ce retour à la souveraineté (Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan) ne faisant guère le poids face à tous ceux qui y voient au contraire un désastre, une défaite, un déclassement. Parmi les experts, il n’y a guère que Jacques Sapir, militant de la fin de l’euro, pour se réjouir de voir les employés de la Banque de France transformer les billets en euro en « franc-euro » à coup de tampons, en attendant l’arrivée des nouvelles coupures (ce qui demandera trois mois et coûtera quatre milliards d’euros).

Les billets en franc-euro tamponnés par la Banque de France. © Effervescence.

En trois jours, la nouvelle monnaie, introduite à parité avec l’euro, perd un quart de sa valeur sur le marché des changes. Pour l’industrie, à l’exception du tourisme, l’avantage n’est pas évident. Les composants qui viennent de pays à monnaie forte, l’euro, coûtent désormais plus cher. Comme l’explique le patron d’une PME exportatrice, soucieux de changer ses machines-outils, *« la France n’est plus présente et ne reviendra pas »*. Il faut payer au prix fort les fabricants allemands ou japonais. *« Le retour au franc, c’est un frein à notre modernisation industrielle. »*

Avantage compétitif ? Pour Otmar Issing, ancien économiste en chef de la BCE, l’industrie allemande ne se laissera pas faire, va pousser encore les feux sur la productivité et le pays va accélérer le rythme des réformes : *« La France s’est tiré une balle dans le pied »*, conclut-il avec un large sourire. La réaction vigoureuse de l’industrie japonaise au moment de l’*endaka* (le yen fort) lui donnerait plutôt raison.

Côté consommateurs, ce n’est pas mieux. Les prix des produits importés s’envolent. *« C’est le consommateur qui paie »*, affirme le patron des centres Leclerc. Industriels ou distributeurs, *« personne ne dispose d’une rente de 20 % »* susceptible d’amortir le choc. L’économie est désorganisée, le chômage s’envole à 5 millions de demandeurs d’emploi dans la catégorie A (15 % de la population active), l’impôt ne rentre plus. Les taux d’intérêt sur la dette publique explosent : 12 %. C’est le retour du carnet de change, ce vestige du début des années 1980, quand le touriste disposait de 2 000 francs par an pour ses escapades hors des frontières.

La loi de finances 2015, c’est *« le budget impossible »*. *« Nous allons couler »*, proclame Jacques Attali. Résultat final : l’austérité est pire que celle à laquelle on voulait échapper en quittant l’euro. Ce n’est pas vraiment une surprise : l’ancien ministre des finances François Baroin rappelle le pronostic esquissé dans la réunion secrète baptisée *“Black Swann”* qu’il avait organisée à Bercy en novembre 2011 pour essayer de mesurer l’impact d’un abandon de la monnaie unique.

Si, comme une dévaluation classique, la sortie de l’euro ne peut pas vraiment être préparée à l’avance (contrairement à son introduction, peaufinée pendant de longues années), elle soulève des questions intéressantes. Dans les pays drogués au dévergondage de la monnaie, comme l’Italie et la France d’avant l’euro, la recherche d’un refuge conduisait aux comptes en Suisse (Genève pour les Français, Lugano pour les Italiens), vers l’or et le dollar, dans les banques de Miami pour les Argentins. Ou encore l’immobilier. Avec l’euro, la valeur refuge est disponible sur place.

Comme le démontre *Bye-bye l’euro*, pour éviter la conversion automatique de son épargne et de ses liquidités dans la monnaie de singe que le franc-euro est condamné à devenir en 48 heures, il faut *anticiper*. Retirer, avant l’entrée en vigueur inévitable des limitations de retraits par les banques, l’argent liquide possible : vider ses livrets d’épargne, son compte courant, essayer de racheter son contrat d’assurance-vie (1 400 milliards d’euros en France). Direction le matelas ou le coffre-fort, dont les ventes s’étaient de fait envolées au plus fort de la crise financière, en 2009.

Il s’agit, comme l’explique le conseiller financier mis en scène dans le film, d’effectuer un aller-retour : racheter ses positions à bas prix après la dévaluation. Une manière de rappeler que tout le monde n’est pas perdant dans une dévaluation, notamment ceux que Jacques Attali appelle les *« malins »*.

Dans le cas d’un *« Grexit »*, qui seraient les principaux bénéficiaires ? Évidemment les plus fortunés, ceux qui ont mis à l’abri dans les banques suisses, à hauteur de dizaines ou centaines de milliards (les évaluations varient du simple au décuple), le produit de la fraude fiscale et du blanchiment de capitaux, qui se trouverait instantanément réévalué dans la nouvelle drachme. Avant l’échéance électorale qui a vu la victoire, attendue, de Syriza, les banques grecques ont fait face, en décembre et janvier, à une quinzaine de milliards d’euros de retraits. Et le fisc à une grève perlée du paiement des impôts, pour faire bonne mesure.

Autant dire que la répression financière ne se limiterait pas au retour du carnet de change imaginé dans le film : il faudrait sans doute aller jusqu’à l’échange obligatoire des anciens billets avec les nouveaux, au cours forcé de un franc-euro pour un euro, au blocage des comptes en euros, etc. Le pouvoir de battre monnaie est inséparable de la violence d’État. Derrière la crise monétaire, il y a toujours la crise sociale et souvent la crise politique, et parfois même la crise de régime.

Si on ajoute la période d’encadrement des monnaies (le SME) préparant la naissance de l’euro aux quinze années vécues sous l’empire de la monnaie unique, la France a vécu avec une devise stable et le plus souvent forte depuis trente ans, plus d’une génération. C’était avant les chaînes de valeur mondialisées, les vols *lowcost* ou les espaces sans frontières. Avant l’Internet et le e-commerce. Le grand bond en arrière vers le franc ne se limiterait pas à un simple changement de devise. Trop peu de temps a passé, manifestement, pour désarmer les thuriféraires de la dévaluation chronique qui pensent qu’une monnaie faible est le Graal de la stratégie économique et ouvre un chemin semé de roses vers la prospérité. Nostalgie, quand tu nous tiens.

A bientôt.

Grosse bise numérique